ASSEMBLÉE NATIONALE

4 mars 2015

NOUVEAUX DROITS EN FAVEUR DES MALADES ET DES PERSONNES EN FIN DE VIE -
(N° 2585)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 107

présenté par
M. Bompard

ARTICLE 3

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet alinéa c'est toute l'essence de la médecine qui est modifiée. Le code de déontologie médicale doit imposer aux médecins de respecter la vie de sa conception à sa mort, c'est à dire que la fin du corps médicale doit être de soigner et non pas d'être maître et de disposer de la vie des patients. La médecine fait souvent l'expérience de l'humilité face à la vie qui ne nous appartient pas. En permettant de tuer via une « sédation profonde et continue », le gouvernement impose au corps médical un acte moralement interdit : le meurtre. Aucune clause de conscience ne lui est attribuée.

En outre, mettre en place des conditions d'applications froides et sans humanité, revient à associer des malades à des cas déshumanisés et à créer une espèce de distinction perverse entre ceux qui ont le droit à la vie et les autres. La considération de la dignité de l'homme dans ce projet de loi est d'essence révolutionnaire et profondément dangereuse pour la société.